

lités socialistes tuant l'activité des sections du P. S., nos camarades devaient trouver une forme d'activité indépendante de la section ; le camarade Dumas créa le cercle Karl Liebknecht.

Après le vote de la « résolution de la 19^e section » au Conseil fédéral de la Seine (fin février 1935), le problème de notre action dans la masse fut envisagé à maintes reprises dans le C. C. ; le camarade qui posa la question le plus nettement, fut Molinier dans un texte (voir document page 40).

Au lendemain de Mulhouse, la question se trouve posée dans deux articles du Bulletin intérieur de Frank (voir document page 39).

On peut aujourd'hui dire que les solutions proposées n'étaient pas justes ; on peut dire bien des choses de ce genre, plusieurs mois après, mais à ce moment-là, *aucun de ceux qui nous ont exclus, n'a écrit une ligne contre nos textes ou pour quoi que ce soit.* Les documents prouvent que nous avons posé le problème du nouveau parti révolutionnaire, et que nous avons cherché à le résoudre, non pas à nous laisser vivre dans la routine et aller au gré des événements.

3) Pourquoi la Conférence nationale de septembre 1935 n'a-t-elle pas résolu ce problème ?

Le problème posé par les faits, abordé bien ou mal, par plusieurs camarades, convergeant à ce moment sur la question du *journal de masses*, on peut s'étonner que la Conférence nationale de septembre du G. B. L. n'ait pas résolu clairement ce problème, ce qui eut pour conséquence de prolonger et d'augmenter le malaise dans l'organisation pendant plus de deux mois avant que la crise éclate.

Pourquoi la Conférence nationale n'a-t-elle pas résolu ce problème ?

Les camarades Molinier et Frank tiennent à préciser dans ce chapitre, quelle est la part de responsabilité qu'ils portent devant l'organisation pour cette situation.

Parmi les reproches qui nous ont été faits (voir documents), il est celui de combinaisons de sommets avec les pivertistes. En réalité, les seules combinaisons de sommets que nous ayons acceptées, furent celle de la direction du G. B. L., sans que l'organisation le sache.

Une théorie de « l'équilibre » de la direction avait été construite. Elle consistait à voir l'existence de deux groupes à la direction (Naville-Gérard d'une part et Molinier-Frank d'autre part), et à affirmer que l'organisation ne pourrait vivre que si entre ces 2 groupes, existait, à sa direction, un fort groupe tampon

qui réprimerait, suivant les *nécessités*, les secousses imprimées par les uns ou par les autres. Le cam. Trotsky travailla à constituer ce groupe tampon pour lequel il avait déjà Rous ; il fit une pression considérable sur Boitel et Bardin qui, jusqu'au moment du Congrès de Mulhouse, étaient les plus farouchement hostiles à Naville, Gérard et aux dirigeants jeunes. Trotsky voulait également trouver un camarade jeune pour ce groupe tampon ; ce fut le camarade Hic qui prit cette place après la Conférence nationale.

Avant la Conférence nationale et pour celle-ci, la composition du B. P. (à un membre près, le camarade jeune), avait été acceptée par tous au Comité central d'avant la conférence. Cela ne fut pas fait sans difficultés considérables, de longs débats eurent lieu sur un projet de rapport moral lamentable de Rous. Finalement, Molinier et Frank acceptèrent le B. P. proposé, le rapport moral amendé ; les divergences politiques ne leur apparaissant pas suffisamment nettes à ce moment, ils craignaient qu'en refusant un accord, la discussion qui se serait produite dans l'organisation et à la Conférence nationale, aurait pu passer pour une querelle personnelle. Ils acceptèrent ce compromis d'organisation au sommet, et par suite ils ne purent mener à fond la discussion politique, sans risquer de détruire l'accord qu'ils avaient accepté. D'autant qu'ils tenaient compte que nous sortions d'une période de réunification avec le groupe Naville obtenue après de nombreux conflits (délégation à Mulhouse où Naville exigea d'être désigné comme délégué par le G. B. L. dont il n'était pas encore membre, menaçant de poser sa candidature contre ceux du G. B. L. au cas contraire ; menace de scission de Gérard-Rousset au cas où le candidat à la C. A. P. ne soit pas celui qu'ils exigeaient, etc...).

Après la Conférence nationale, la même faute fut commise : au C. C. on allait d'un accord à un autre, ou plutôt on échouait d'un accord à un autre, et nous avons laissé l'organisation dans l'ignorance de ce qui s'y passait.

Telle est notre part de responsabilité.

4) Le C. C. depuis la Conférence nationale jusqu'à la crise.

L'élection du C. C. comme tout le reste de la Conférence se produisit dans l'équivoque. On avait adopté un règlement d'organisation qui prévoyait le nombre et la durée en minutes des interventions au C. C., mais on n'avait pas clarifié les problèmes politiques ; aussi les principes d'organisation furent rapidement entamés. Les camarades Rigal, Rousset, Craipeau, dès